

## Mutinerie au Burkina Faso: Des émeutes menacent la stabilité politique du pays

**Les manifestations des étudiants émus par l'assassinat présumé d'un élève a été suivie de la mutinerie des militaires qui ont semé la terreur dans la ville en tirant en l'air et à travers des pillages. Les commerçants plus tard se sont insurgés contre le vandalisme. Les protestations sont autant motivées par le mécontentement d'une situation de stagnation économique et politique devenu palpable dans un des pays les plus pauvres du monde, dirigé depuis 24 ans par Blaise Compaoré que par des revendications sociales et financières. Ceci dit, un virage politique brutal sous la forme d'un coup d'Etat ou d'une révolution calquée sur l'exemple des pays de l'Afrique du Nord semble improbable. L'opposition est trop faible et la crainte des militaires des conséquences d'austérité est trop grande.**

### **La mort d'un élève déclenche les manifestations**

Lorsque le 20 février 2011, un élève décédait dans des conditions non élucidées, c'était presque prévisible que la mèche qui allait mettre le pays en flamme s'allumait. Selon la version officielle, l'élève en classe de 3<sup>ème</sup> qui était de Koudougou, troisième plus grande ville du Burkina située à l'Ouest du pays, est décédé de la méningite. Pour ses camarades du collège Gesta-Kaboré, il est plutôt victime de torture par la police, après qu'un autre élève se soit plaint contre lui. Depuis lors, les étudiants ont entrepris de manifester contre la répression dont ils font l'objet de la part de l'Etat, et du système judiciaire. L'Organisation estudiantine l'Association Nationale des Etudiants du Burkina (ANEB), après avoir eu connaissance de l'incident a organisé plusieurs marches de protestations, avec érections de

barricades, de commissariats brûlés. La revendication des étudiants résidait dans une explication rapide et transparente de l'affaire, à laquelle les forces de l'ordre ont répondu par la force à des endroits donnés. Puis, ce fut le tour des gaz lacrymogènes et des coups de feu, qui ont causé la mort de plusieurs manifestants. Dès lors, la colère des étudiants n'a plus de limite. Même les responsables syndicaux et d'autres organisations de la société civile ont pris part aux marches de protestations. Après les mouvements du 11 mars, les universités ont été prématurément fermées.

### **Mutinerie chez les militaires**

D'abord sans aucun lien direct, la mutinerie des militaires a fait suite au soulèvement des étudiants. Dans la nuit du 22 au 23 mars, un groupe de militaires quitte la caserne et sème la terreur dans la capitale Ouagadougou, en tirant des coups de feu en l'air. Dans les nuits qui ont suivi, d'autres soldats firent la même chose, comme à Fada, N'gourma, à l'Est du pays et Gaoua, au Sud. Ce qui est intéressant, c'est que jusqu'à maintenant, les incidents avec les conséquences persistantes trouvent leur origine dans une banale histoire de femme. Les soldats, eux, protestent contre la condamnation de cinq de leurs camarades, après un différend sur la femme d'un sous-officier. Mais, très tôt, il ne s'agissait plus seulement, pour les soldats d'une détention arbitraire, mais beaucoup plus de leurs mauvaises conditions de vie, du retard dans le paiement du salaire. Lors des incidents, les soldats ont confisqué des armes lourdes, libéré certains de leurs camarades en prison, et laissé des traces des dégâts sur les routes, et dans les bâtiments de l'administration publique. Les agents de

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

**BENIN**

MARIA ZANDT

**29 Avril 2011**

**www.kas.de**

l'Etat ont répondu à cette menace par une grève.

La tentative du Président Compaoré de trouver une solution par le dialogue avec les soldats et les officiers a échoué. Le Président Compaoré a certes annoncé la fin des manifestations, mais cette paix a été de courte durée. Dans la nuit du 15 avril, un groupe de la garde présidentielle a fait une mutinerie pour exiger le versement d'une prime de logement, qui leur avait été promise. Le fait que la garde présidentielle même ne soit plus fidèle au chef, dénote de la complexité de la crise pour le Chef d'Etat actuel. La garde présidentielle est la mieux formée et la mieux payée des régiments du pays. Le Président Compaoré a entre temps fui vers Ziniaré, son village natal, ce qui apparaît comme un signe de la faiblesse et de l'insécurité du Président. Les soldats mutins ont pillé les magasins et saccagé la maison du Chef d'Etat Major particulier du Président, Gilbert Diendéré. Bilan : des centaines de magasins pillés et brûlés, des stations service de même que des bâtiments. Les manifestations se poursuivent. Une nouvelle mutinerie a eu lieu le 29 avril avec des échanges de coup de feu au commissariat d'Ouagadougou.

#### **La colère des commerçants**

A la colère des militaires fit suite celle des commerçants. Leurs biens ont été pillés. Un groupe de commerçants a même saccagé le siège du parti au pouvoir, le Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP). La tentative de mettre en feu le bâtiment du parlement a quant à elle échoué. Face aux manifestations qui s'étendaient, le gouvernement a décrété un couvre feu la nuit, en cours jusqu'à nos jours. Rien que dans la capitale Ouagadougou, les émeutes ont causé 45 morts, et beaucoup de cas de blessés ont été enregistrés. La situation dans d'autres villes du pays ne semble non plus meilleure. Rien qu'une étincelle suffit pour attiser le feu. Le 27 avril, des commerçants ont à nouveau protesté à Koudougou, la ville d'où la grève des étudiants a été lancée, contre des arriérés de loyers. Le Burkina se trouve dans une crise de plus en plus profonde, qui à partir des revendications des étudiants et

des militaires, continue de s'étendre. L'exigence de réformes plutôt structurelles se fait de plus en plus entendre, dans l'un des pays les plus pauvres du monde.

#### **La dissolution du gouvernement – Une goutte d'eau dans la mer**

Avec la solution du 15 avril du gouvernement, qui a consisté à limoger le chef de l'Armée, Dominique Diendéré, le Chef d'Etat Major Particulier du Chef de l'Etat, le Chef d'Etat Major de l'Armée de Terre, ceux de la Marine et des Forces aériennes, le Président Compaoré espérait calmer les esprits. Juste un mois après l'avoir confirmé à l'Assemblée Nationale, le Premier Ministre Tertius Zongo, doit se rendre à l'évidence que l'échec n'est pas une option, que son gouvernement n'offrait aucune solution aux populations du Faso. Avec le gouvernement sous le nouveau Premier Ministre Beyon Luc Adolphe Tiao, jusqu'à là ambassadeur à Paris, la situation semble quelque peu se calmer. On a essayé de gagner la confiance des militaires, avec des primes spéciales, de même les commerçants ont obtenu des dédommagements. Le nouveau Premier Ministre a également promis de revoir les impôts à la baisse et de subventionner les produits de première nécessité pour augmenter le pouvoir d'achat des populations.

Ce qui est intéressant sur la formation du nouveau gouvernement, c'est le fait que le Président Compaoré assume lui-même les fonctions de Ministre de la Défense. Cela montre d'une part, la volonté du Président Compaoré de prendre les affaires intérieures du pays en mains, et d'autre part, la crainte des militaires avec l'intention d'être l'unique Chef des Forces Armées.

#### **Y a-t-il menace de coup d'Etat contre le Président Compaoré ? Scénarios**

La crise au Burkina Faso s'est progressivement aggravée ces derniers mois. Il est depuis fort longtemps clair, qu'il ne s'agit pas seulement des revendications des étudiants et des militaires, ou encore des commerçants, mais plutôt de la personne même de Blaise Compaoré. 24 ans de gestion solitaire au Burkina, n'a point fait avancer le pays.

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

**BENIN**

MARIA ZANDT

**29 Avril 2011**

[www.kas.de](http://www.kas.de)

Mieux, plus ça dure, plus la pauvreté s'accroît dans le pays où 70 pourcent de la population sont analphabètes. La population burkinabè souffre des conséquences économiques de la crise en Côte d'Ivoire et souhaiterait une alternative, mais il n'y en a pas. Un dilemme que toute probabilité pourrait conduire à une action de force. Pourrait-il arriver un coup d'Etat à Blaise Compaoré, comme au Niger ou en Afrique du Nord ? Beaucoup réfute cette hypothèse. Le plus probable des scénarios est que le Président Compaoré arrive à maîtriser une fois encore la situation. Après plus de vingt ans de règne sans partage, il est parvenu à réduire l'opposition, Aussi, les chefs militaires craignent-ils des représailles et se font discrets.

### **Pas d'alternative à Blaise Compaoré**

Les élections du 21 novembre 2010 avaient déjà montré qu'il n'y a pas pour l'instant d'alternative à Blaise Compaoré. Il a gagné dès le premier tour avec 81 pourcent des voix ; ses adversaires n'avaient la moindre chance d'obtenir un nombre de voix considérables. Ce brillant résultat est toutes fois trompeur ; seulement 22 pourcents des Burkinabè avaient participé au vote. Le ras-le-bol de la politique de la population a été clairement perceptible lors de ces élections. Beaucoup d'électeurs n'ont pas daigné prendre pour vrai leur droit de s'inscrire et ont renoncé à leur carte d'électeur.

L'opposition est très faible. Il lui manque un leader charismatique, une personnalité dotée d'expérience en matière de gestion et de gouvernance. Le chef de l'opposition et en même temps chef du parti UNIR/PS est lui-même un personnage controversé au sein du mouvement d'opposition. Monsieur Sankara n'a obtenu que 5,5 pourcent des voix lors des dernières élections présidentielles. Les tensions entre les différents partis de l'opposition empêchent l'avènement d'une opposition unique et forte. Jusqu'ici, l'opposition n'est pas arrivée à ratisser large au sein de la population. Reste à savoir, si elle pourra exploiter les frustrations actuelles pour se renforcer. Les mouvements d'opposition ont d'ailleurs appelé à une manifestation à Ouagadougou le 30 avril. Mais elle n'offre aucune alternative politique.

Le mouvement, Coalition de lutte contre la vie chère, la corruption, la fraude, l'impunité et pour les libertés (CCVC), qui existe depuis plusieurs années et qui est née d'une fusion des mouvements syndicaux et des organisations de la société civile, manque aussi de leader charismatique. Ce mouvement organise régulièrement des manifestations contre la fragilisation du pouvoir d'achat dans le pays. Avec la crise en Côte d'Ivoire tout particulièrement, et la montée des prix des denrées alimentaires le mouvement a pu se faire beaucoup de sympathisants. La coalition exige une explication sincère sur la mort de l'élève Zongo.

Même au niveau du parti au pouvoir, le CDP, l'on cherche désespérément un éventuel successeur au Président Compaoré. Le Président Blaise Compaoré a su avec le temps se débarrasser de tout potentiel concurrent, et n'a confiance qu'en lui-même et en son frère François. Le CDP, lui-même en tant que ensemble de mouvements communistes a des désaccords internes. Un successeur issu des rangs de l'aile dur ne serait fort probablement pas respecté des autres. Il est tout aussi vrai, que les militaires boycotteront un candidat civil. Le Président Compaoré est lui-même issu des rangs.

### **Un coup d'Etat est improbable**

Les militaires ont joué un rôle plutôt ambivalent lors des émeutes. Pendant que les soldats et les sous-officiers de différentes casernes exprimaient leur colère par des coups de feu et des actes de vandalisme dans les rues, les officiers et les généraux se sont mis à l'abri. Beaucoup ont complètement disparu de l'écran et ne peuvent par exemple plus être joints au téléphone. La mutinerie des militaires a donc été conduite sans coordination et n'a suivi aucun plan stratégique bien défini. Les leaders de la mutinerie ont en son temps évité de se mettre en avant, craignant les conséquences y afférentes. Au Burkina, les assassinats politiques ont une longue histoire. Beaucoup craignent pour longtemps encore le Président Compaoré pour l'assassinat de l'ancien Président et héros national Thomas Sankara en 1987.

Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.

**BENIN**

MARIA ZANDT

**29 Avril 2011**

**www.kas.de**

Un coup d'Etat dans ces conditions semble plutôt improbable. Faudrait-il également un mouvement de protestation et en son temps une forte personnalité et des plans stratégiques pour le commandement des militaires. Aussi le fait que le Président Blaise Compaoré veuille lui-même diriger le ministère de la défense rend un coup, comme il est arrivé au Niger il y a environ un an, plus difficile. Là-bas, le président, après avoir épuisé ses deux mandats prévus, a voulu prorogé son règne par le truchement d'une modification de la constitution, a été destitué par les militaires. Au Burkina la possibilité d'une modification de l'article 37 de la constitution, lequel article réduit le nombre de mandats à deux, a aussi été discutée. Par le biais d'une mascarade constitutionnelle le Président Compaoré a été désigné en 2005 pour un premier mandat. Cela signifie qu'il est actuellement dans son deuxième mandat, et peut se permettre un prolongement de son mandat que par une modification de la constitution. Il en fut autrement au Niger, où les militaires ont empêché cela et ont retourné le pouvoir à un gouvernement civil et légitime en avril 2011, après un an de transition. Au regard des arguments ci-dessus évoqués, cette hypothèse semble pour le moins improbable.

### **Une politique intérieure renforcée**

La crise actuelle peut conduire le Président Compaoré à envisager une politique intérieure plus forte. On a toujours reproché au Président Compaoré de s'impliquer plus dans les problèmes des pays de la sous région Ouest africaine, que dans son propre pays. Ainsi, il s'est fait une réputation internationale de médiateur dans le conflit en Côte d'Ivoire, au Togo et en Guinée. Il déléguait les affaires intérieures au Premier Ministre d'alors, Mr Zongo. Le Président Compaoré a maintenant intérêt à s'engager dans les affaires intérieures, car le pays stagne depuis une décennie. Grâce à sa grande stabilité le Burkina a toujours bénéficié d'une bonne réputation, qui peut être atteinte par la crise.

Quelques indices peuvent faire penser que le Président Compaoré va renforcer son regard sur le système de sécurité du pays. En

tant que ministre de la défense, il a désormais lui-même et seul le contrôle de l'armée. Aussi, la nomination de Djibril Bassolet voudrait signifier une plus forte influence dans le domaine de la sécurité. Mr Bassolet, a été ministre de la sécurité intérieure de 2000 à 2007, devenu ministre des affaires étrangères, il est un homme de confiance du Président Compaoré. Notons, qu'avec la crise en Côte d'Ivoire, il faut aussi craindre qu'une multitude d'armes soient convoyées au Burkina et aggravent la situation en matière de sécurité.

### **Presque pas de réforme en vue**

La situation au Burkina s'aggrave de plus en plus. Le Président Compaoré, jusqu'à maintenant, n'est pas encore arrivé à la mettre sous contrôle. Le Président du parti au pouvoir, le CDP, Mr Marc Christian Roch a déjà fait en sorte que la démission du Président Compaoré ne soit pas la solution. Celle-ci serait beaucoup plus dans le dialogue. Malheureusement, la politique de dialogue a donné peu de résultat jusqu'à maintenant. Il manque aussi un potentiel successeur au Président Compaoré. Entre temps le gouvernement essaie de calmer les mouvements de protestation par des primes et des promesses. Ce n'est pas la première fois. Le Président est habitué aux soulèvements de la population. Après l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, dans laquelle selon les spéculations, le frère du Président François serait également impliqué, il y eut beaucoup de manifestations, qui n'ont pas remis en cause le règne de Blaise Compaoré.

Reste à savoir comment la situation va évoluer. L'opposition et les militaires ne semblent pas pour l'instant s'organiser assez pour engendrer un virage politique. Peut être que le secteur privé pourrait exercer une pression convenable. Les commerçants ont déjà montré eux, qu'ils sont prêts à descendre dans la rue.

La sortie de la crise au Burkina Faso dépend étroitement de l'évolution de celle en Côte d'Ivoire. Le Burkina est économiquement très dépendant du marché de la région. Avec la guerre civile, qui a suivi les élections présidentielles en Côte d'Ivoire, beau-

**Konrad-Adenauer-Stiftung e.V.**

**BENIN**

MARIA ZANDT

**29 Avril 2011**

**www.kas.de**

coup de travailleurs migrants ont dû retourner au Faso et le prix des denrées alimentaires a connu une hausse, ce qui explique en partie la crise actuelle. Une décrispation de la crise ivoirienne pourrait calmer la situation au Burkina.

*Traduction de l'allemand Raoul Ahovey*